

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La société civile aide les États Membres à fixer le nouvel ordre du jour de la riposte au sida

New York, 8 avril 2011—Plus de 400 représentants de la société civile se sont réunis aux Nations Unies à New York à l'occasion d'une journée de dialogue sur les progrès enregistrés dans la lutte contre le VIH. L'événement offre aux États Membres des Nations Unies une opportunité de s'engager auprès des représentants de la société civile et des personnes vivant avec le VIH pour faire la lumière sur certaines difficultés, réalisations et aspirations de la riposte au sida, et trouver de nouveaux moyens pour aller de l'avant.

Cette journée de dialogue a lieu alors que les États Membres de l'ONU entament leurs consultations sur la rédaction d'un nouveau document final sur le VIH qui devra être adopté lors de la Réunion de haut niveau sur le sida des Nations Unies en juin.

Lors de la Réunion de haut niveau sur le sida de 2006, les pays avaient fixé des objectifs en vue de la réalisation de l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH. Bien que d'importantes avancées aient été enregistrées au sein de la riposte depuis cette époque, les pays n'ont pas tous atteint leurs objectifs d'accès universel.

Pendant la journée de dialogue, les organisations de la société civile ont insisté sur la nécessité de rédiger une nouvelle déclaration, de réactiver l'engagement politique et de redynamiser les ambitions pour s'assurer que les pays élargissent et intensifient leurs efforts pour atteindre leurs objectifs d'accès universel.

M. Joseph Deiss, Président de l'Assemblée générale, qui a présidé le dialogue a déclaré: «La société civile a été la première à tirer la sonnette d'alarme au sujet du sida dans les années 1980 et sa passion et sa résolution restent intactes aujourd'hui. La voix de la société civile demeure aussi forte qu'auparavant et elle engage tous les efforts possibles pour aider les États Membres à élaborer une déclaration énergique et significative sur le sida en juin».

Le rapport que le Président publiera à la suite de cette journée de dialogue – qui constituera un document officiel de l'Assemblée générale – sera déterminant pour éclairer les consultations dans la période conduisant à la réunion de juin.

«Il est essentiel pour le succès futur de la riposte au sida que la société civile participe pleinement» a déclaré M. Michel Sidibé, Directeur exécutif du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida. «La société civile a cette capacité unique de mettre en place des ponts et de créer des liens entre les partenaires. Les États Membres ont aujourd'hui une opportunité exceptionnelle pour apprendre des personnes les plus affectées par l'épidémie et trouver de nouveaux moyens pour travailler ensemble afin que la situation s'améliore vraiment».

Les représentants de la société civile ont insisté sur la nécessité de pérenniser les actions à long terme. «Il est encourageant de constater que l'engagement des gouvernements et

des donateurs en faveur des programmes de prévention de la transmission verticale du VIH est plus important aujourd'hui» a déclaré Mme Ebony Johnson, Délégué en Amérique du Nord, l'ONUSIDA délégation des ONG au CCP. «Mais cet engagement doit durer pour soutenir les personnes tout le long de leur vie et s'assurer qu'elles ont un accès continu à des services solides et pérennes de prévention, de traitement et d'appui en matière de VIH».

Bon nombre des questions et des inquiétudes soulevées par les organisations de la société civile lors de la journée de dialogue ont porté sur le renforcement de l'accès aux services de prise en charge du VIH. Les principaux obstacles décrits ont concerné des problèmes d'ordre juridique et liés aux politiques, la stigmatisation et la discrimination, la nécessité d'avoir des lois qui protègent les droits humains, y compris les droits des personnes vivant avec le VIH, et la justice sociale pour un accès équitable aux services.

«L'environnement juridique et les politiques doivent être réformés pour améliorer la disponibilité et accroître l'utilisation des services par les personnes les plus affectées par l'épidémie» a déclaré M. Joel Nana, Directeur exécutif d'African Men for Sexual Health and Rights. «Il est essentiel que le droit d'accéder aux services soit respecté indépendamment de l'orientation et des pratiques sexuelles ou du statut juridique».

Les membres de la société civile ont également souligné à quel point il était important d'alimenter le dialogue entre les communautés et les groupes constitutifs. Ils ont souligné que le dialogue entre les groupes de femmes, les jeunes, les personnes de confessions et de cultures différentes, et les groupes marginalisés est essentiel pour réduire la stigmatisation et la discrimination, et faire tomber les obstacles à un élargissement et une intensification de la riposte.

La nécessité de mobiliser des ressources de toute urgence et de renforcer les communautés par le biais d'investissements plus importants est une autre question sur laquelle les représentants de la société civile ont insisté pendant la journée de dialogue. En outre, ils ont souligné la nécessité de constituer des partenariats stratégiques entre les communautés, les gouvernements, le secteur privé, les syndicats et les organisations internationales afin d'avoir une riposte plus forte et plus complète contre l'épidémie.

La Réunion de haut niveau sur le sida de l'Assemblée générale des Nations Unies se tiendra du 8 au 10 juin à New York. D'autres informations sont disponibles en ligne à l'adresse:

<http://www.unaids.org/en/aboutunaids/unitednationsdeclarationsandgoals/2011highlevelmeetingonaids/>

Contacts

ONUSIDA New York | Sophie Barton-Knott | +41 79 514 6896 | bartonknotts@unaids.org

Département de l'Information des Nations Unies à New York | Vikram Sura | +1 212 963 8274 | sura@un.org

Département de l'Information des Nations Unies à New York | Pragati Pascale | +1 212 963 6870 | pascale@un.org